L'UGTA ÉTUDIE LA QUESTION, SELON SIDI-SAÏD

Vers la réintroduction de l'autorisation d'importation

La réintroduction de l'autorisation d'importation, une opportunité selon le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - S'exprimant, hier, au palais des Nations (Club-des-Pins)en marge de la 13e rencontre internationale de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), Abdelmadjid Sidi-Saïd a indiqué que son organisation syndicale étudie cette question et compte la présenter aux pouvoirs publics.

Susceptible d'être examinée lors de la prochaine rencontre tripartite à finalité économique, prévue durant la dernière décade de septembre, cette option répond au souci, explicitera le SG de l'UGTA, de la protection de l'économie nationale, la promotion de la production nationale et la création d'emplois et de richesses. Et ce dans le contexte où la Centrale syndicale, entend remettre le tissu industriel national, privé et public, «en route», le réhabiliter et développer en corollaire la synergie entre les opérateurs industriels sans distinction de statut.

Il s'agit, en fait, d'un «défi sociétal», relèvera Abdelmadjid Sidi-Saïd qui estime que l'Algérie est à même d'accéder, au regard de ses compétences, de ses ressources humaines et naturelles, au rang des pays émergents, à charge cependant de développer l'«autonomisation, le «compter sur soi-même» et éviter «tout défaitisme et négativisme». Comme il s'agira, la question devant être également abordée lors de la prochaine tripartite, d'œuvrer à booster le développement de la croissance réelle, facteur essentiel pour l'amélioration du pouvoir d'achat et de l'intensification de création d'emplois et de valeur ajoutée. Une thématique également abordée lors de cette 13e rencontre internationale de l'AICESIS, consacrée au rôle de la société civile organisée dans le traitement des problématiques sociales, économiques et sociétales…

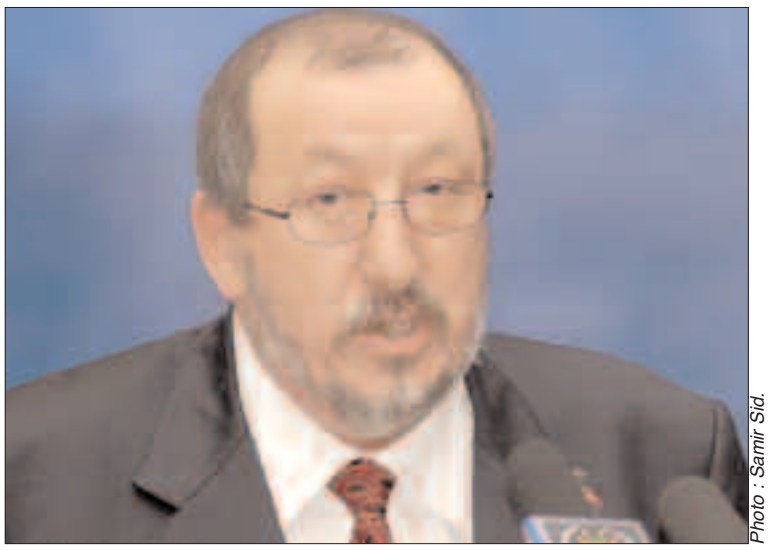

Photo : Samir Sid.

Sidi Saïd entend remettre en route le tissu industriel national.

Notons que les travaux de cette 13e rencontre, prévue sur deux jours, ont été ouverts hier matin par le président du Conseil national économique et social (Cnes), Mohamed-Seghir Babès, dont le mandat de deux ans (2011-2013) à la présidence de l'AICESIS est venu à terme. Notons également qu'une intervention du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, aux travaux de cette journée était attendue à la fin.

C. B.

LE DG DE L'AGENCE NATIONALE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES TIRE LA SONNETTE D'ALARME

L'Algérie frôle la catastrophe !

Selon Kamel Mustapha Kara, DG de l'ANCC, si l'Algérie ne réussit pas le défi de l'énergie verte à l'échelle 2020, la catastrophe naturelle sera fatalement irrémédiable.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le directeur général de l'Agence nationale des changements climatiques, Kamel Mustapha Kara, veut vraisemblablement s'en laver les mains, car les risques tels qu'il les a présentés sont d'une gravité que la conscience ne pourrait supporter de passer sous silence le drame qui frappe aux portes d'Algérie.

En l'espace de 10 ans (entre 2001 et 2010), la température dans le pays a grimpé de 1,5° selon lui. Ce qui explique, à ses yeux, les inondations de Bab El Oued, de Ghardaïa, l'envasement des barrages d'eaux, la montée du niveau de la mer, l'aridité dans certaines régions et les canicules qui durent plus que ce que la région d'Algérie a connues avant.

Mais ce qui semble le plus alerter Kamel Mustapha Kara, c'est le degré de concentration du $C0^2$ qui prend des proportions inquiétantes dans le pays.

Cependant, le DG de cette institution rattachée à l'organisation des Nations Unies (ONU), offre une solution, à savoir changer de modèle énergétique. C'est-à-dire, opter pour l'énergie verte plutôt que de continuer à émettre du gaz à effet de serre.

Photo : Samir Sid.

Les pluies diluviennes qui provoquent des inondations en Algérie sont le résultat du réchauffement climatique.

«L'Algérie a un grand atout qu'est le soleil. De par sa position géographique centrale dans la Méditerranée et l'Afrique elle devra développer un autre modèle que celui des énergies fossiles…», a-t-il suggéré tout en soutenant la thèse que le pays, s'il ne réussit pas un tel pari, sera appelé d'ici 2020 à vivre, entre autres un stress hydrique.

Kamel Mustapha Kara, qui affirme qu'en développant cette option de l'énergie verte, l'Algérie pourra économiser 100 millions de m^3 de gaz, et créer des milliers de postes d'emplois dans le sud du pays. Mais aussi, poursuit-t-il, l'Algérie pourra se positionner sur l'échelle régionale et internationale comme premier fournisseur en énergie verte.

«Si nous adoptons dans l'immédiat cette approche énergétique verte, nous pourrons assurer notre autosuffisance en la matière d'ici 2020 sans recourir à d'autres techniques qui nécessitent l'émission de gaz à effet de serre.

S'il y a encore plus de volonté politique à suivre ce chemin, moins de dix ans plus tard, soit en 2030, nous pourrons approvisionner l'Afrique, mais aussi l'Europe», a-t-il prédit.

Ce qui, enfin, motive les propos de ce scientifique de renommée mondiale, c'est que l'Algérie risque aussi de connaître une immigration massive de beaucoup de populations du continent africain, si elles ne se positionne pas comme une force de proposition offrant des solutions de rechange pour une région du monde qu'elle aura à subir et à gérer en plus de son propre peuple, dans un avenir très proche.

M. M.

LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

L'une des priorités de la CNPA à la 15e tripartite

Deux principaux dossiers seront exposés par la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) à la prochaine tripartite, prévue à la fin du mois de septembre. Outre les facilités à accorder à l'investissement et à sa relance, la lutte contre la bureaucratie sera également au menu.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le président de la CNPA, le système bureaucratique entrave l'industrie et la relance de l'investissement. «Il faut décarcasser la bureaucratie», a souligné Mohand Saïd Naït Abdelaziz, hier au forum du quotidien *El Moudjahid* à Alger.

Il affirme, à cet effet, que l'Algérie enregistre un déficit d'un million d'entreprises. «L'Etat est conscient de cette situation et doit inciter à la création d'entreprises afin de compenser ce déficit», dit-il.

Il cite, ainsi, l'exemple du Maroc qui «fonctionne» avec 1,5 million d'entreprises.

Autre sujet évoqué : la mise à niveau des entreprises. Une opération qui bénéficie d'une enveloppe de 5,5 milliards de dollars pour la mise à niveau de 20 000 entreprises privées. Seulement, l'opération est passée, selon le président de la CNPA, «sous silence».

«Aujourd'hui, seules 1 300 entreprises ont été remises à niveau», a-t-il déploré avant de s'interroger : «Combien faut-il d'années pour terminer cette opération ? ». Appelant les entreprises à adhérer à ce processus et l'administration à accélérer les démarches, il ajoute : «Certes, ce processus n'est pas obligatoire mais il intervient dans l'intérêt de l'entreprise.»

S'agissant toujours de l'investissement, l'intervenant estime que l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) ne joue pas réellement son rôle. «Le statut de l'ANDI doit être revu pour que cette agence assure l'accompagnement des investisseurs», dit-il.

Par ailleurs, Naït Abdelaziz a plaidé pour une entreprise nationale publique ou privée, gérée par le code du commerce. «Il faut arrêter le soutien de l'Etat au secteur public même s'il représente un patrimoine national. Si une entreprise publique doit faire faillite, qu'elle soit déclarée en faillite. Halte aux privilèges», souligne-t-il encore.

Photo : DR

La bureaucratie, un écueil que dénoce Mohand Saïd Naït Abdelaziz.

R. N.